



Rapport financier semestriel au 30 juin 2014

ALONC
LISTED
ALTERNEXT





SOMMAIRE

Partie 1 : Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2014	3
Partie 2 : Résultats semestriels au 30 juin 2014	6
Partie 3 : Rapport des commissaires aux comptes	35



Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2014

1. Chiffre d'Affaires :

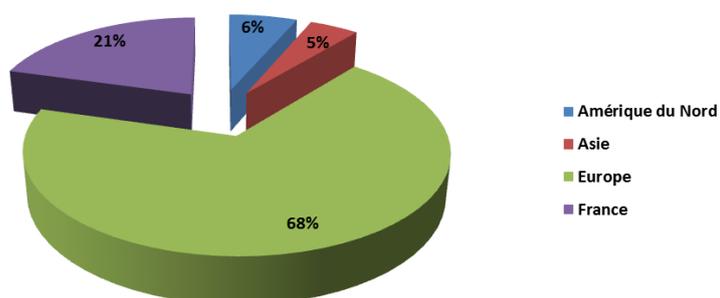
Sur le premier semestre de l'année 2014, la société a enregistré un chiffre d'affaires de 3 109 K€, contre un chiffre d'affaires de 2 870 K€ sur la même période de l'exercice 2013, soit une progression de 8% par rapport à l'année précédente. L'Activité Expérimentation progresse de 16% sur le premier semestre.

Oncodesign a ainsi pleinement bénéficié de sa plateforme technologique unique qui lui a permis de remporter de nouveaux contrats en France, mais aussi en Allemagne, aux Pays-Bas, en Grande Bretagne, au Japon et aux Etats-Unis. Dans ce dernier pays, les entrées de commandes ont notamment été multipliées par 3,5.

Pour sa part, le chiffre d'Affaires réalisé sur l'activité découverte représente le remboursement des frais engagé dans le cadre des projets en collaboration avec Ipsen et UCB.

	30/06/2014	30/06/2013	Δ
Expérimentation	2 576	2 231	15.5%
Découverte	533	630	-15.4%
Total Chiffre d'Affaire	3 109	2 861	8.7%

Répartition du Chiffre d'Affaires
Expérimentation



2. Résultat d'Exploitation :

Les charges d'exploitation passent de 4 980 K€ en 2013 à 5 058 K€ sur la même période de 2014 soit une progression de 2%. Malgré cela, le résultat d'exploitation s'établit à -1 744 K€ à fin juin 2014, contre -1 912 K€ à fin juin 2013, soit une amélioration de 9% par rapport à l'année précédente.

i. Dépenses de personnel

De 1 861 K€ à fin juin 2013, elles s'élèvent à 1 945 k€ à fin juin 2014, en progression de 5% sur la période. (Dont 2% au titre des augmentations générale et conventionnelle),

ii. Dépenses de R&D

Elles progressent globalement de 8%, néanmoins, depuis l'introduction sur le marché Alternext en Avril 2014, l'effort s'est porté sur l'élargissement de la librairie de molécules afin d'accélérer les projets de découverte avec une progression de 22% des dépenses de R&D sur la plateforme de recherche d'inhibiteurs de kinases, Nanocyclix. Cette progression devrait s'accroître sur le second semestre 2014. Le recul sur le projet χ -mice, correspond au retard pris au départ sur le premier trimestre de l'année 2014 du projet collaboratif Imodi.

	au 30/06/2014	au 30/06/2013	Variation
χ -Mice	356	385	-8%
Pharmaco Imagerie	226	209	8%
Nanocyclix	507	415	22%
Total	1 088	1 009	8%

χ -mice : Développement de modèle expérimentaux

Pharmaco Imagerie : Principalement le projet collaboratif Imakinib

Nanocyclix : Développement de la librairie de molécules pour les projets Oncologie et hors Oncologie

Le résultat d'exploitation s'établit donc à -1 744 K€ à fin juin 2014 contre -1 912 K€ à fin juin 2013 soit une amélioration de 9% par rapport à l'année précédente

3. Résultat Net

Le résultat net à fin juin 2014 affiche une perte de -1 136 K€ contre une perte de -1 544 K€ à fin juin 2013.

Ce résultat traduit la progression du résultat d'Exploitation sur la période et l'accroissement du Crédit Impôt estimé à fin juin 2014 à 569 K€ contre 318 K€ au 30 juin 2013.

4. **Trésorerie et équivalents de trésorerie** :

La trésorerie et équivalents de trésorerie s'élève à 10,7 M€ au 30 juin 2014, contre 1,1 M€ au 31 décembre 2013, soit une augmentation de cash de 9,6 M€ sur le premier semestre 2014.

Cette position de trésorerie intègre l'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'introduction en bourse d'Oncodesign pour 12,3 M€, les dépenses liées à cette introduction pour 1,1 M€, l'apport de 0,1 M€ dans le cadre du contrat de liquidité et une consommation de trésorerie opérationnelle de 1,5 M€.

Il est à noter que la société, à fin juin 2014, n'avait pas encore reçu les versements pour 1,2 M€ concernant les crédits d'impôts (CIR, CICE) et les aides concernant le projet Imakinib. Ces derniers ont été reçus fin juillet par la société.



Résultats semestriels au 30 juin 2014

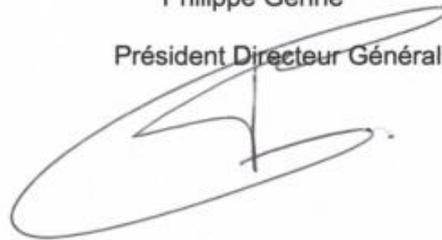
1. Attestation de la personne morale	7
COMPTES	8
2. Bilan actif	9
3. Bilan passif	10
4. Compte de résultat (en liste)	11
5. Compte de résultat (suite)	12
6. Tableau de flux de trésorerie	13
ANNEXES AUX COMPTES	14
7. Arrêtés des comptes :	15
8. Événements marquants de la période	15
9. Principes, règles et méthodes comptables	16
NOTES	20
1. Immobilisations	21
2. Amortissements	22
3. Stock	22
4. Créances et dettes	23
5. Comptes à terme	24
6. Capitaux propres	24
7. Avances conditionnées	26
8. Les subventions d'exploitation	28
9. Emprunts et concours bancaires	28
10. Compte de régularisation	28
11. Provisions	29
12. Chiffre d'affaires et autres revenus	30
13. Produits et charges exceptionnels	30
14. Impôt sur les bénéfices	30
15. Résultat par action :	31
16. Opérations avec des parties liées	31
17. Engagements donnés	32
18. Crédit-bail	33
19. Indemnité de fin de carrière	33
20. Filiales et Participations	34
21. Effectifs	34
22. Événements postérieurs à la clôture	34

1. Attestation de la personne morale

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Dijon, le 28/08/2014

Philippe Genne
Président Directeur Général



COMPTES

2. Bilan actif

Rubriques	Montant brut	Amort. Prov.	30/06/2014	31/12/2013
Capital souscrit non appelé				
I				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	412 291	315 869	96 422	110 043
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	150 144		150 144	72 744
Avances, acomptes immob. Incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	8 199	5 046	3 153	2 335
Installations techniq., matériel, outillage	1 777 685	1 693 117	84 568	78 891
Autres immobilisations corporelles	642 812	500 338	142 474	161 792
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	70		70	70
Créances rattachées à participations	10 000		10 000	10 000
Autres titres immobilisés				
Prêts	86 161		86 161	80 301
Autres immobilisations financières	99 846	528	99 318	45
TOTAL II	3 187 208	2 514 898	672 310	516 221
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	446 216		446 216	324 263
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés/commandes				
CREANCES				
Créances clients & cptes rattachés	2 322 632	300	2 322 332	2 512 501
Autres créances	2 278 300	263 078	2 015 222	1 125 492
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dt actions propres <input type="text"/>)				
Disponibilités	10 700 365		10 700 365	1 095 887
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	369 547		369 547	173 512
TOTAL III	16 117 060	263 378	15 853 682	5 231 655
Frais émission d'emprunts à étaler				
Primes rembours des obligations				
Ecart de conversion actif	7 158		7 158	8 181
TOTAL GENERAL (I à VI)	19 311 426	2 778 276	16 533 150	5 756 057

3. Bilan passif

Rubriques	30/06/2014	31/12/2013
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel	484 972	334 567
Primes d'émission, de fusion, d'apport	17 002 212	5 999 449
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	21 409	21 409
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves (dont achat d'œuvres orig.		
Report à nouveau	(5 370 334)	(4 406 786)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(1 136 173)	(963 549)
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées		
Capitaux Propres	11 002 086	985 090
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	850 093	735 093
Autres Fonds Propres	850 093	735 093
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	7 158	8 181
Provisions pour charges		5 000
Provisions	7 158	13 181
DETTES (4)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	180 456	230 420
Emprunts, dettes fin. divers (dont emp. participatifs)	391	16 610
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 709 244	1 208 711
Dettes fiscales et sociales	1 004 374	890 853
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	70	70
Autres dettes	165 756	181 159
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	1 613 177	1 494 336
Dettes	4 673 468	4 022 159
Ecart de conversion passif	345	532
Total Général	16 533 151	5 756 055

4. Compte de résultat (en liste)

Rubriques	France	Exportation	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
			6 mois	12 mois	6 mois
Ventes de marchandises Production - biens vendue - services	975 276	2 133 342	3 108 618	7 339 290	2 869 897
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	975 276	2 133 342	3 108 618	7 339 290	2 869 897
Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges Autres produits			145 675 59 571 40	297 495 119 645 12	134 419 63 694 2
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	I		3 313 905	7 756 442	3 068 012
Achats de marchandises (y compris droits de douane) Variation de stock (marchandises) Achats matières premières, autres approvisionnements (et droits de douane) Variations de stock (matières premières et approvisionnements) Autres achats et charges externes Impôts, taxes et versements assimilés Salaires et traitements Charges sociales			732 378 (121 953) 2 338 570 89 275 1 353 782 591 473	1 238 078 76 666 4 579 151 162 334 2 445 444 1 035 941	532 175 6 300 2 374 123 103 175 1 278 792 582 181
DOTATIONS D'EXPLOITATION					
Sur immobilisations : dotations aux amortissements Sur immobilisations : dotations aux dépréciations Sur actif circulant : dotations aux dépréciations Pour risques et charges : dotations aux provisions Autres charges			66 108 2 118 6 582	146 408 600 31 081	77 365 25 934
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	II		5 058 333	9 715 704	4 980 046
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			(1 744 428)	(1 959 262)	(1 912 034)
OPERATIONS EN COMMUN					
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré	III IV			16 220	
PRODUITS FINANCIERS					
Produits financiers de participations Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			50 417 8 181 442	31 057 6 209 3 549	15 847 6 209 1 808
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	V		59 041	40 814	23 864
Dotations financières aux amortissements et provisions Intérêts et charges assimilées (6) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			7 685 12 290 1 523	8 181 22 008 3 337	5 908 10 091 1 401
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	VI		21 498	33 526	17 399
2. RESULTAT FINANCIER (V - VI)			37 543	7 288	6 465
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)			(1 706 885)	(1 968 194)	(1 905 569)

5. Compte de résultat (suite)

Rubriques	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
	6 mois	12 mois	6 mois
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 602	72 044	50 784
Produits exceptionnels sur opérations en capital	959		
Reprises sur provisions et transferts de charges			
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (7) VII	2 561	72 044	50 784
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	7 875	16 849	12 292
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (7) VIII	7 875	16 849	12 292
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(5 314)	55 195	38 492
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise IX			
Impôts sur les bénéfices X	(576 026)	(949 450)	(323 500)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	3 375 507	7 869 300	3 142 660
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	4 511 679	8 832 849	4 686 237
5. BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	(1 136 173)	(963 549)	(1 543 577)
Résultat par action en €	(0.19)	(0.22)	(0.35)
Résultat dilué par action en €	(0.19)	(0.22)	(0.35)

Sur l'année 2013, le nombre d'action a été recalculé sur la base de la nouvelle valeur nominale 2014 de 0.80€.

6. Tableau de flux de trésorerie

	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Resultat de la période	-1 136 173	-963 549	-1 543 577
Dotations et reprises d'amortissement sur immobilisations	66 635	147 109	78 065
Dotations et reprise de provisions	-4 505	-25 311	-11 339
Variation du BFR	-300 740	-2 488	107 060
Trésorerie nette absorbée par les opérations	-1 374 782	-844 239	-1 369 791
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'actifs immobilisés	-117 063	-165 714	-56 924
+/-VNC des actifs immobilisés cédés			
Cession / acquisition d'actifs financiers	-105 661	12 605	17 138
Dettes sur acquisition d'actif immobilisé			
Trésorerie nette absorbée par les activités d'investissement	-222 724	-153 109	-39 786
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Appel du capital	150 405		
Prime d'émission	11 002 763		
Autre capitaux propres			
Encaissements d'avances remboursables	206 000	227 670	227 670
Dettes financières diverses	-49 964	111 018	-21 048
Remboursement d'avance remboursable	-91 000	-62 000	-62 000
Variation des comptes courants	-16 220	10 896	3 316
Trésorerie nette provenant des activités de financement	11 201 985	287 584	295 875
Variation de trésorerie	9 604 479	-709 764	-1 261 640
Trésorerie à l'ouverture	1 095 887	1 805 651	1 805 651
Trésorerie à la clôture	10 700 366	1 095 887	544 012

ANNEXES AUX COMPTES

7. Arrêtés des comptes :

Les comptes résumés de la société au 30 juin 2014 ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 28 aout 2014.

Seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers dits résumés.

À l'exception des points mentionnés ci-après les principes comptables retenus sont identiques à ceux appliqués dans le document de base d'introduction enregistré à l'AMF le 7 février 2014 sous le numéro I.14-0004.

Recours à des estimations :

Les états financiers reflètent les hypothèses et estimations retenues par la société. La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs, passifs, charges et engagements. Les données définitives peuvent différer de ces estimations et hypothèses.

Caractère saisonnier des activités de la période :

L'activité de la société est marquée par une relative saisonnalité, le chiffre d'affaires réalisé au cours du dernier trimestre de l'exercice étant historiquement plus élevé. L'amplitude de cette variation demeure toutefois variable et par conséquent difficile à chiffrer.

8. Événements marquants de la période

Opération sur le capital et Offre publique :

- Augmentation de capital de 16 684.43 € par incorporation de la prime d'émission en date du 3 février 2014. La valeur nominale de l'action passe de 1.524 € à 1.60 €
- Transformation des actions P et P' en actions ordinaires,
- Passage du nombre d'actions de 219 532 actions à 4 390 640 actions, la valeur nominale passant ainsi de 1.60 € à 0.08 €.

Suite à l'offre publique :

- Deuxième augmentation de capital le 1^{er} avril 2014 de 133 720.96 € ce qui porte le capital social à 484 972.16 au 30/06/2014.

Le montant global de la souscription des actionnaires par voie d'offre publique s'établissait à 12 268 898.08€. Cette souscription a conduit à une augmentation de la prime d'émission de 12 135 177.12 €.

Les frais afférents à l'introduction en Bourse ont été imputés à la prime d'émission pour 1 115.7 K€.

Reclassement comptable :

Non significatif

Administration :

En date du 3 février 2014, l'Assemblée Générale a nommé Monsieur Kamel Besseghir en qualité de nouvel administrateur de la société pour une période de 6 ans.

9. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes de la société ONCODESIGN SA ont été établis en conformité avec les dispositions du Code de commerce (Articles L.123-12 à L123-28) et les règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels (PCG 99-03 modifié par les règlements émis ultérieurement par le Comité de la réglementation Comptable et l'ANC).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des couts historiques.

Les mêmes méthodes comptables utilisées pour l'établissement des comptes sociaux historiques ont été utilisées pour l'établissement des comptes intermédiaires : il n'y a pas eu de changement de méthode comptable.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1) Immobilisations

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels : 1 à 5 ans
- Brevets, licences d'exploitation : 20 ans

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Les frais de dépôts de brevets sont enregistrés en immobilisations incorporelles en cours pendant toute la période allant de la date de dépôt prioritaire à la date de dépôt international (12 mois).

Ces frais sont ensuite transférés en immobilisations incorporelles. Viendront ensuite s'ajouter les frais de dépôts internationaux au fur et à mesure de ceux-ci.

Les immobilisations incorporelles sont constituées par :

- Des logiciels spécifiques à l'activité de la société notamment :
 - LIMS (Laboratory Information Management System) : logiciel de suivi de l'activité des laboratoires.
 - Vivo Manager : logiciel spécifique de suivi des opérations sur les animaux.
- Les frais de dépôt de brevets
- Les frais de dépôts de marque

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Matériels et outillages : 2 à 5 ans;
- Installations générales et agencements : 5 à 10 ans ;
- Matériels de transport : N A ;
- Matériels de bureau et informatique : 3 à 5 ans.

c) Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les immobilisations financières correspondent pour leur essentiel à l'effort de construction.

Néanmoins la société possède les titres de participation de la société Oncodesign Inc et une participation au GIE Pharmimage.

D'autre part, dans le cadre du contrat de liquidité confié à la société Louis Capital Markets, la société possède 1 362 actions propres au 30 juin 2014.

2) Les Stocks

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks se composent essentiellement :

- De consommables de fonctionnement : il s'agit des réactifs de laboratoires et consommables divers (blouse, Gants...) qui ne se rattachent pas directement à une étude.
- De consommables spécifiques : il s'agit de médicaments de référence, d'anticorps affectable aux études.
- D'animaux : Il s'agit des animaux présents en zone de quarantaine au moment de la clôture de la période. Les animaux sont considérés comme « consommés », dès lors qu'ils sortent de la quarantaine pour rentrer dans le processus de production.

Du fait de la nature des composants des stocks, la société ne comptabilise pas de provision pour dépréciation mais sort le stock concerné automatiquement notamment sur la base des dates de péremption des réactifs, médicaments et anticorps.

3) Créances

Les créances d'exploitation font l'objet d'une appréciation au cas par cas. En fonction du risque encouru, une provision pour dépréciation est constituée.

Les créances clients sont provisionnées dès lors que la société constate un litige avec client ou entame une procédure de recouvrement envers le client.

4) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif pour leur valeur d'acquisition.

Les éventuelles provisions pour dépréciation des valeurs mobilières sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et :

- Le cours moyen du dernier mois pour les titres cotés
- La valeur probable de négociation pour les titres non cotés

5) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont définis comme égaux à la somme des postes d'actifs « Valeurs mobilières de placement » et « Disponibilités », dans la mesure où ces éléments sont disponibles à très court terme, et ne présentent pas de risque de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts.

Les découverts bancaires, dans la mesure où ils répondent à un besoin ponctuel et non récurrent, sont intégrés aux disponibilités dans le tableau de trésorerie.

6) Opération en Devises

Les créances et dettes libellées en devises sont exprimées au cours de la clôture de la période. Les écarts en découlant sont portés en "Ecart de conversion" à l'Actif ou au Passif du bilan. Une provision est constituée pour couvrir les pertes de change latentes.

7) Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, dont le montant est quantifiable, mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

8) Les subventions et avances conditionnées

Les avances conditionnées reçues dans le cadre de projets menés par les équipes Recherche & Développement sont enregistrées, à réception, dans le compte de bilan au passif « Autres fonds propres – Avances conditionnées ». Les subventions sont reconnues en compte de résultat, en produits d'exploitation en fonction de l'avancement des charges auxquelles elles se rapportent. Le cas échéant, une provision pour subvention perçue d'avance est comptabilisée.

9) Les Emprunts

Les emprunts sont valorisés à leur valeur nominale. Les frais d'émission des emprunts sont immédiatement pris en charge de la période sur laquelle a été constitué l'emprunt.

Les intérêts courus à payer sont comptabilisés au passif, au taux d'intérêt prévu par le contrat.

10) Indemnités de départ à la retraite

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués, selon une méthode actuarielle, en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité, puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle.

Ces engagements ne font pas l'objet de provisions mais figurent dans les engagements hors bilan.

11) Crédit Impôt Recherche (CIR)

La société Oncodesign dispose d'un agrément au Crédit d'Impôt Recherche pour ses clients.

Le Crédit Impôt Recherche est comptabilisé dans les comptes de la société au compte de résultat au crédit du poste « impôt sur les sociétés ».

12) Le Chiffre d'Affaires

L'activité Expérimentation se caractérise par des prestations de services avec obligation de moyen. Le Chiffre d'Affaires est comptabilisé, à chaque fin de période, à l'avancement sur indication du Directeur d'étude et en fonction du reste à faire technique.

Le Chiffre d'Affaires de l'activité Découverte concerne uniquement les refacturations contractuelles de dépenses de Recherche aux clients. Ce chiffre est calculé et comptabilisé au regard des dépenses réalisées sur la période selon un barème défini contractuellement.

13) Droits d'accès à la technologie (Up front fees)

Quand les up front fees (activité Découverte) correspondent à un droit d'accès à une option ou à une technologie, ils sont comptabilisés au moment de la signature du contrat. Ces montants sont non remboursables.

14) Paiement d'étapes ou Milestone

Les paiements d'étape sont comptabilisés en résultat lorsque le fait générateur est avéré et qu'il n'existe plus de conditions suspensives à son règlement par le tiers devant être levées par Oncodesign. Les faits générateurs sont généralement les résultats scientifiques ou cliniques obtenus par le client, le démarrage d'études ou des éléments exogènes tels que les approbations réglementaires.

15) Résultat financier

Le résultat financier correspond principalement aux charges d'intérêts d'emprunts et aux produits d'intérêts de comptes à terme.

NOTES

1. Immobilisations

CADRE A - IMMOBILISATIONS	immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	
		par réévaluation au cours de l'exercice	acquisitions, créations, apports, virements
Frais établissement et de développpt TOTAL I			
Autres postes immobilis. incorporelles TOTAL II	477 973		1 197 403
Terrains			
Construction sur sol propre			
Construction sur sol d'autrui	6 696		1 503
Install.techn.,mat.,outillage indust.	1 755 981		21 703
Autres immo. Installations générales et agencements	236 596		4 040
Autres immo. Matériel de transport			
Autres immo. Matériel de bureau et informatique, mobilier	396 821		5 355
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL III	2 396 094		32 601
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	10 070		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	80 347		105 661
TOTAL IV	90 417		105 661
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	2 964 484		1 335 665

CADRE B - IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice	Réévaluation légale, Valeur d'origine
	par virement de poste à poste	par cession, mise HS, mise en équivalence		
Frais établissement et développpt TOTAL I				
Autres postes immo.incorporelles TOTAL II		1 112 942	562 434	
Terrains				
Construction sur sol propre				
Construction sur sol d'autrui			8 199	
Install.techn.,mat.,outillage indust.			1 777 684	
Autres immo. Installations générales et agencements			240 636	
Autres immo. Matériel de transport				
Autres immo. Matériel de bureau et informatique, mobilier			402 176	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL III			2 428 695	
Participations par mise en équivalence				
Autres participations			10 070	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilis. financières			186 008	
TOTAL IV			196 078	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		1 112 942	3 187 207	

Les principaux mouvements d'acquisition et de sortie d'immobilisations incorporelles correspondent aux frais d'introduction sur le marché boursier Alternext supportés sur la période (Cf paragraphe 8)
L'augmentation des immobilisations financières est constitué du contrat de liquidité mis en place avec la société LCM pour un montant de 100 K€ au mois de mai 2014.

2. Amortissements

Immobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Amortissements fin exercice
Frais établist, développement TOTAL I				
Autres immob.incorporelles TOTAL II	295 187	20 682		315 869
Terrains				
Construction sur sol propre				
Construction sur sol d'autrui	4 361	685		5 046
Install.techn.,mat.,outillage indust.	1 677 090	16 027		1 693 117
Autres immo. Installations générales et agencements	165 074	11 063		176 137
Autres immo. Matériel de transport				
Autres immo. Matériel de bureau et informatique, mobilier	306 550	17 650		324 200
TOTAL III	2 153 075	45 425		2 198 500
TOTAL (I à III)	2 448 262	66 107		2 514 369

3. Stock

En €	30/06/2014	31/12/2013
Cons. Fonctionnement	117 633	95 924
Cons. Spécifiques	264 303	208 147
Animaux	64 280	20 192
TOTAL	446 216	324 263

4. Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	10 000		10 000
Prêts	86 161		86 161
Autres immobilisations financières	9 467	9 467	
Clients douteux ou litigieux	361	361	
Autres créances clients	2 322 271	2 322 271	
Créance représent. titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 896	1 896	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
- impôt sur les bénéfices	1 612 174	1 612 174	
Etat et autres - taxe sur la valeur ajoutée	368 101	368 101	
collectivités - autres impôts, taxes, versements assimilés	21 019	21 019	
- divers			
Groupe et associés	263 078		263 078
Débiteurs divers (dont pension titres)	12 032	12 032	
Charges constatées d'avance	369 547	369 547	
TOTAUX	5 076 107	4 716 868	359 239

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires conver.				
Autres emprunts obligataires				
Empr., dettes - à 1 an maximum	1 911	1 911		
établist crédit - à plus de 1 an	178 546	98 075	80 471	
Empr.,dettes financ.divers				
Fournisseurs, comptes rattachés	1 709 244	1 709 244		
Personnel et comptes rattachés	329 751	329 751		
Sécurité sociale, aut.org.socials	430 405	430 405		
- impôt bénéfices				
Etat et autres - T.V.A.	236 983	236 983		
collectivités - oblig.cautionnées				
- autres impôts	7 235	7 235		
Dettes immob. cptes rattachés	70		70	
Groupe et associés	391		391	
Autres dettes (pension titres)	165 756	165 756		
Dettes représent.titres emprunt.				
Produits constatés d'avance	1 613 177	1 613 177		
TOTAUX	4 673 469	4 592 537	80 932	

L'accroissement des créances d'exploitation s'explique majoritairement par la créance sur l'état au titre des crédits impôt (CIR et CICE) pour un montant de 612 K€.

5. Comptes à terme

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de comptes de dépôts à terme. Elles se décomposent comme suit :

Compte à terme	30/06/2014	31/12/2013
CIC	5 200 000	348 910
Caisse d'Epargne	5 285 016	500 000
TOTAL	10 485 016	848 910

Ces placements sont disponibles à très court terme et ne présentent pas de risques liés à des évolutions de taux d'intérêts.

6. Capitaux propres

1) Variation des capitaux propres

en €	Capital	Reserve	Report à nouveau	Résultat	Prime d'émission	Total Capitaux Propres
31/12/2013	334 567	21 409	-4 406 786	-963 549	5 999 449	985 090
Affectation du résultat			-963 549	963 549		0
Augmentation de capital	16 684				-16 684	0
Souscription publique	133 721				12 135 177	12 268 898
Frais d'introduction					-1 115 729	-1 115 729
Résultat exercice				-1 136 173		-1 136 173
30/06/2014	484 972	21 409	-5 370 335	-1 136 173	17 002 212	11 002 086

La variation des capitaux propres est détaillée dans le paragraphe 8 « opération sur le capital et offre publique » de l'annexe « faits marquants de la période ».

2) Composition du capital social

en €	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Capital	484 972	334 567	334 567
Valeur Nominale	0.08	1.524	1.524
Nombre d'actions	6 062 152	219 532	219 532
Droits de vote exerçables	10 084 408	219 532	219 532

3) Répartition du capital

Réalisé sur la base des titres détenus en nominatif.

En nbre d'actions	Actions ordinaires	% du Capital
Fondateurs	2 615 358	43.1%
Managers	121 940	2.0%
Financiers Historiques	1 599 820	26.4%
Public	1 725 034	28.5%
TOTAL	6 062 152	100%

4) Instruments financiers dilutifs

En nbre	BSA « Anvar » 2003-2005	BSA « 2010 »	Total BSA	% du Capital Dilué
Fondateurs	14 636	0	14 636	4.3%
Managers	5 673	12 392	18 065	5.3%
Financiers Historiques	5 938	0	5 938	1.7%
TOTAL	26 247	12 392	38 639	11%

Les Bons de Souscription en Action se décomposent de la manière suivante :

- a) BSA dit « Anvar » :
 - Emission 2003 et 2005
 - Echéance décembre 2015
 - Prix de l'exercice : à la valeur nominale de 1.60 €

- b) BSA
 - Emission 2010
 - Echéance décembre 2015
 - Prix de l'exercice : 69.168 €

Les bons de souscription donnent droit, une fois l'option levée, à 20 actions ordinaires.

7. Avances conditionnées

En €	31/12/2013	Augmentation	Diminution	30/06/2014
ANVAR	91 000		91 000	0
BPI - IMAKINIB	504 093			504 093
BPI - NEDO	140 000			140 000
BPI - IMODI		206 000		206 000
TOTAL	735 093	206 000	91 000	850 093

Ces avances conditionnées sont déterminées en fonction de la nature des dépenses qui composent les projets financés.

Notamment pour BPI, les dépenses de « Recherche Industrielles » constituent la base des subventions, les dépenses de « Développement Expérimental » constituent la base des avances conditionnées.

ANVAR :

La diminution de 91 000€ correspond au dernier remboursement de cette avance.

BPI ISI « Imakinib » (OSEO) : Montant total maximum de 2 056 401 €

Financement de projet collaboratif, sur la période de 2009 à 2017 en partenariat avec les sociétés Guerbet et Ariana. Ce projet vise à développer de nouveaux radio-traceurs TEP spécifiques ciblant les inhibiteurs de kinases thérapeutiques afin d'accroître l'efficacité clinique et économique du diagnostic et du traitement en oncologie.

Une avance remboursable a été accordée par BPI pour un maximum de 2 056 401€ le 30/04/2010. La durée du projet est de 93 mois à compter du 1/10/2009.

Les remboursements de cette avance conditionnée sont basés sur les ventes futures d'un radio-traceur soit par les laboratoires Guerbet soit par un laboratoire licencié dans le cadre du projet.

- Sur la concession de licence à un tiers
14.5% des redevances perçues jusqu'au remboursement des avances remboursables actualisées à 2.77%
8% des redevances perçues au-delà du remboursement
La durée maximale de remboursement est fixée à 10 ans à compter de la première commercialisation d'un radio-traceur
- Sur l'exploitation par les Laboratoires Guerbet
35% des redevances versées par les laboratoires Guerbet
La durée maximale de remboursement est fixée à 10 ans à compter de la première commercialisation d'un radio-traceur

Il est précisé que les retours financiers d'ONCODESIGN à BPI sont limités aux seuls revenus définis ci-dessus pour le premier radio-traceur valorisé financièrement, soit par la concession d'une licence d'exploitation (cas n°1) soit par la commercialisation par GUERBET et ses filiales (cas n°2).

BPI « Nedo » (OSEO) : Montant total 140 000 €

Financement en partenariat avec l'institut CIEA au Japon et NEDO (équivalent BPI au Japon) de développement de nouveaux modèles expérimentaux.

Une avance remboursable a été accordée par OSEO pour 140 000 € le 12/02/2013 pour l'étude de développement de modèles innovants de souris humanisées pour l'évaluation de nouveaux agents anticancéreux, sous un délai de 27 mois à partir du 16/03/2012. Cette avance a été versée en intégralité à la signature du contrat. Cette aide correspond à 43,08 % des dépenses estimées du projet.

Sauf échec technique ou commercial du programme (et auquel cas Oncodesign serait amenée à payer un minimum de 56 K€), le remboursement de l'aide s'effectue par échéances trimestrielles de 8 750€ à partir du 30/09/2015 jusqu'au 30/06/2019.

Néanmoins, au plus tard, le 31/03 de chaque année, à compter du 1er janvier 2015, une annuité de remboursement égale à :

- 43,08% du produit, hors-taxe, des cessions, concessions ou concessions de licences-brevets ou de savoir-faire- perçu au cours de l'année calendaire précédente lorsque les dites cessions ou concessions portent sur les résultats du programme aidé,
- 43,08% du produit, hors taxes, généré par la commercialisation et notamment la vente à un tiers ou l'utilisation par le bénéficiaire pour ses besoins propres des prototypes, préséries, maquettes, réalisés dans le cadre du programme aidé

L'application du contrat ne saurait amener la société Oncodesign à rembourser à BPI une somme supérieure en principal au montant de l'aide qu'elle a perçue.

BPI PSPC IMODI : Montant total 1 230 282 €

PSPC : Projets Structurant des Pôles de Compétitivité

Ce projet a pour but de mettre en place une filière nationale organisée et dédiée au développement de la médecine personnalisée.

Il est réalisé par 6 grands groupes industriels, 4 PME et 7 institutions académiques sur une durée de 7 ans.

Financement par BPI pour un montant de 1 166 972 € (un million cent soixante-six mille neuf cent soixante-douze euros) sous forme d'avance remboursable.

Oncodesign s'engage, sauf échec commercial, à rembourser la somme de 1 360 000 € (un million trois cent soixante mille euros) à compter de 2022 au plus tard et jusqu'en 2025 selon un échéancier défini.

D'autre part Oncodesign a reçu, dans le cadre de ce projet une subvention de 63 310 € (soixante-trois mille trois cent dix euros) pour le financement de la construction du dossier.

8. Les subventions d'exploitation

En €	30/06/2014		31/12/2013	
	Reçues	au compte de résultat	Reçues	au compte de résultat
BPI - IMAKINIB		126 449	378 172	284 170
BPI - IMODI	63 310	734		
Univ. Bruxelles - FP7 : OVER-MYR		18 492	110 665	13 325
TOTAL	63 310	145 675	488 837	297 495

Les projets ouvrant droits à des Subventions :

- Projet IMAKINIB : projet ISI financé par BPI France

Une partie de l'aide est versée sous forme de Subvention pour les dépenses de Recherche Industrielle, une partie est versée sous forme d'Avance Remboursable pour les dépenses de Développement Expérimentaux.

- Projet Over-Myr : Projet FP7 financé par les fonds européens

L'intégralité de l'aide est versée sous forme de Subvention.

- Projet IMODI : projet PSPC financé par BPI France

Seule la partie concernant la construction du dossier donne lieu à une subvention. Toutes les aides complémentaires seront versées sous forme d'avance remboursable.

9. Emprunts et concours bancaires

Emprunts par établissement	1er verst.	Durée	31/12/2013	aug.	dim.	30/06/2014
CIC - 132 000€	25/07/2012	36 Mois	67 359		22 145	45 214
CE - 40 000€	05/01/2014	36 Mois	0	40 000	6 424	33 576
CE - 65 214€	05/08/2013	36 Mois	56 497		10 602	45 895
CIC - 67 000€	05/08/2013	36 Mois	57 909		10 999	46 910
TOTAL			181 765	40 000	50 170	171 596

Par ailleurs, la société bénéficie d'un concours bancaire à hauteur de 600 000 € qui n'est pas utilisé au 30/06/2014.

10. Compte de régularisation

Les facturations de l'activité Expérimentation sont souvent déconnectées de la réalisation effective de l'étude, le compte de produit constaté d'avance sert à corriger le Chiffre d'Affaires à l'avancement.

11. Provisions

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations	DIMINUTIONS Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Prov. pour litiges				
Prov. pour garanties clients				
Prov. pertes marchés à terme				
Prov. pour amendes et pénalités				
Prov. pour pertes de change	8 181	7 158	8 181	7 158
Prov. pensions, obligations simil.				
Prov. pour impôts				
Prov. pour renouvellement immo.				
Prov. pour gros entretien et revi.				
Prov. charges s/congés à payer				
Autres prov. risques et charges	5 000		5 000	
TOTAL I	13 181	7 158	13 181	7 158
Prov. immobilisat. incorporelles				
Prov. immobilisat. corporelles				
Prov. titres mis en équivalence				
Prov. titres de participation				
Prov. autres immo. financières		528		528
Prov. stocks et en cours				
Prov. comptes clients	600	300	600	300
Autres prov. pour dépréciation	261 259	1 818		263 077
TOTAL II	261 859	2 646	600	263 905
TOTAL GENERAL (I + II)	275 040	9 804	13 781	271 063

Dont :

Exploitation	2 118	5 600
Financières	7 686	8 181
Exceptionnelle		

La provision pour risque et charges de 5 000€ a été utilisée pour couvrir un litige salarié. La provision sur comptes clients de 600€ n'a pas été utilisée, le client ayant fini par régler sa dette.

Litiges :

Dans le cadre normal de ses activités, la société est soumise à des contrôles fiscaux et administratifs. La société constitue une provision à chaque fois qu'un risque est identifié et qu'une estimation de coût est possible.

La société a fait l'objet durant l'année 2013 d'un contrôle de comptabilité par les services fiscaux sur les années 2010 à 2012. La notification au titre de 2010 concerne le rejet d'une charge fiscale de 70 K€, cette rectification sans impact sur le résultat comptable ni sur la trésorerie a été imputée sur le report des déficits antérieurs à la clôture de décembre 2013.

La notification au titre de 2011 et 2012 a été reçue le 16 juillet 2014 et fait état d'un redressement de 5,2K€ sur le CIR 2011. Ce redressement n'est pas comptabilisé dans les comptes au 30/06/2014.

La provision pour dépréciation de 264K€ correspond à l'intégralité du compte courant de la filiale canadienne.

12. Chiffre d'affaires et autres revenus

Oncodesign a été fondée en 1995 avec pour vocation dès l'origine de découvrir et d'apporter de nouveaux traitements personnalisés et efficaces aux patients atteints de cancers.

Son modèle de développement unique repose sur la mise en œuvre de deux activités stratégiques :

- L'Expérimentation avec l'évaluation préclinique de nouvelles thérapies anticancéreuses pour le compte de sociétés pharmaceutiques et de biotechnologies,
- La réalisation de programmes de Découverte en partenariat avec l'industrie pharmaceutique et pour son propre compte se traduisant notamment par des contrats avec Ipsen, Sanofi et UCB,

Revenus en €	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Expérimentation	2 575 859	6 016 630	2 230 864
Découverte	532 760	1 322 660	629 748
Chiffre d'affaires	3 108 619	7 339 290	2 860 612
Autres produits (Up-Front Découverte)	0	0	0
TOTAL Revenus des Opérations	3 108 619	7 339 290	2 860 612

13. Produits et charges exceptionnels

NS.

14. Impôt sur les bénéfices

La société étant déficitaire, elle ne supporte pas de charge d'impôt. L'estimation du crédit d'impôt recherche, sur la base des dépenses de la période, s'établit à 569K€ au 30/06/2014.

Les autres crédits d'impôts, s'élèvent à 7K€.

Le CICE est comptabilisé dans un compte de charge de personnel et s'élève à 36K€ à la fin de la période.

15. Résultat par action :

Résultat par action	30/06/2014	30/06/2013
Nombre moyen pondéré d'actions	6 062 152	4 390 640
Résultat net	(1 136 173)	(1 543 577)
Base de Calcul du résultat par action	(1 136 173)	(1 543 577.00)
Stock option ayant un effet dilutif		
Actions gratuites ayant un effet dilutif		
Bons de souscription d'actions ayant un effet dilutif	772 780	772 780
Base de calcul du résultat dilué par action	(1 136 173)	(1 543 577)
Résultat par action	(0.19)	(0.35)
Résultat dilué par action	(0.19)	(0.35)

Le résultat net par action et le résultat net dilué par action sont calculés en divisant la part du résultat net revenant au Groupe par le nombre d'actions approprié. Pour le calcul du résultat net par action, le nombre d'actions retenu est le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ce dernier tenant compte de la neutralisation des actions d'autocontrôle.

Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat net dilué par action est le nombre moyen pondéré d'actions potentiellement en circulation au cours de la période. Il prend notamment en compte le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat net par action, complété du nombre de stock-options et bons de souscriptions d'actions et d'actions gratuites dilutifs.

Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si, et seulement si, leur conversion en actions ordinaires avait pour effet de réduire le bénéfice par action ou d'augmenter la perte par action des activités poursuivies

Sur l'année 2013, le nombre d'action a été ramené à la nouvelle valeur nominale de février 2014, soit 0.80 € au lieu des 1.524 € de la période 2013 : (x 20).

16. Opérations avec des parties liées

Il existe 3 opérations avec des parties liées :

- Rémunération du compte courant de la société PCG au taux maximum fiscalement déductible. A fin juin, compte tenu du montant non significatif, aucun intérêt n'a été constaté au 30 juin 2014.
- Financement de 3 places en crèche pour le personnel Oncodesign à la SARL CGD (société de Catherine Genne, Directeur Général Délégué et Administrateur Oncodesign), conclu le 29 mars 2010. Le montant de cette convention s'élève à 23 K€ annuel.
- Honoraires de monsieur Jan Hoflack dans le cadre des prestations de Directeur Scientifique facturés par la société de Mr Jan Hoflack, Pharmopsis BV, conclu le 20 juillet 2010. Le montant de ces honoraires s'élève à 105 K€ sur la période

17. Engagements donnés

1) Nantissements :

Nantissement du fonds de commerce de recherche contractuelle dans les domaines précliniques et cliniques en cancérologie et biologie médicale, sous-traitance en matière de recherche et analyse pour les organismes publics et privés et tous services à l'industrie pharmaceutique et parapharmaceutique, dans le cadre des contrats de prêts avec le CIC ayant pour valeur d'origine 67 326.46€ et 132 000€.

Nantissements des comptes à terme :

- Caisse d'Epargne : 22 000€ dans le cadre du contrat de prêt de 65 214€
- Caisse d'Epargne : 200 000€ dans le cadre du découvert autorisé jusqu'au 30/06/2014
- CIC : 200 000€ dans le cadre du découvert autorisé jusqu'au 30/06/2014.

2) Engagement de Fonds propres

Depuis sa création, la Société a bénéficié d'aides remboursables à l'innovation accordées par BPI et l'ANVAR et de subventions accordées par les collectivités publiques.

En cas de retard dans l'exécution des prévisions, la Société pourrait voir ces aides stoppées par BPI. Certaines de ces aides peuvent être soumises à des niveaux de fonds propres, comme dans le cas du projet d'innovation stratégique industrielle « Imakinib ». Dans le cadre de ce projet, en 2012, lors de la validation des éléments livrables de l'étape clef IV, le montant des fonds propres de la Société s'élevait à 1.2 M€ pour 1.5 M€ requis contractuellement. Cette condition a toutefois été levée par courrier par BPI le 20 mai 2013.

Oncodesign a honoré son obligation de niveau de fonds propres de 2.1 M€ pour l'Etape Clef V du projet, validée en juillet 2014.

3) Droit Individuel à la Formation (DIF)

Les droits accumulés sont calculés annuellement et seront donc disponibles à la clôture annuelle.

La législation française alloue au titre du DIF, pour les personnels ayant signé un contrat à durée indéterminée avec Oncodesign, vingt heures de formation individuelle par an. Ce droit individuel à la formation peut être cumulé sur une période de six ans et les couts sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont reconnus.

18. Crédit-bail

Rubriques	30/06/2014			31/12/2013		
	Terrains	Constructions	Total	Terrains	Constructions	Total
VALEUR D'ORIGINE	180 700	3 329 300	3 510 000	180 700	3 329 300	3 510 000
AMORTISSEMENTS						
Cumul exercices antérieurs		2 010 056	2 010 056		1 791 770	1 791 770
Exercice en cours		109 143	109 143		218 287	218 287
TOTAL		2 119 200	2 119 200		2 010 056	2 010 056
VALEUR NETTE	180 700	1 210 100	1 390 800	180 700	1 319 244	1 499 944
REDEVANCES PAYEES						
Cumul exercices antérieurs	162 370	2 991 569	3 153 939	147 738	2 721 985	2 869 723
Exercice en cours	7 361	135 631	142 993	14 632	269 584	284 216
TOTAL	169 731	3 127 200	3 296 932	162 370	2 991 569	3 153 939
REDEVANCES A PAYER						
A un an au plus	18 136	334 144	352 280	17 854	328 950	346 804
A plus d'un an et moins de 5 ans	72 544	1 336 575	1 409 119	71 416	1 315 800	1 387 216
A plus de cinq ans	5 317	97 954	103 271	14 088	259 555	273 643
TOTAL	95 996	1 768 674	1 864 669	103 358	1 904 305	2 007 663

19. Indemnité de fin de carrière

Pas de calcul en situation intermédiaire.

20. Filiales et Participations

1) Oncodesign INC (615 Boulevard René Lévesque ouest-Montréal),

Détenue à hauteur de 100% de son capital social. Au 30/06/2014 :

Nom de la Filiale	Oncodesign inc
Capital social	100 CAD
Capitaux propres	- 385 834 CAD - 255 072€
Chiffre d’Affaire	0
Résultat net « estimé »	NS
Valeur brute des titres chez Oncodesign SA	100 CAD
Valeur nette des titres chez Oncodesign SA	100 CAD

Créé en mars 2007, la société Oncodesign inc est, suite à la crise financière de 2008, inactive depuis l’exercice 2009. L’intégralité du compte courant de la filiale dans les comptes d’Oncodesign SA est dépréciée.

2) GIE Pharmimage (28 rue Louis de Broglie 21000 Dijon)

Groupement d’intérêt économique au capital de 75 000 € immatriculé au RCS de Dijon sous le numéro 503 269 615. Nous détenons 16.7 % de son capital social soit 10 000€.

A fin juin 2014, la quote-part de résultat du GIE, n’a pas été réintégrer dans le résultat d’Oncodesign du fait de son estimation non significative.

21. Effectifs

Effectif moyen	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Ouvrier / Employé	7	8	8
Technicien /Agent de maîtrise	29	27	27
Cadres	24	25	26
Dirigeants	2	2	2
Total	62	62	63

22. Evénements postérieurs à la clôture

En juillet 2014, la société a perçu le Crédit Impôt Recherche de l’année 2013 pour un montant de 985 K€ ainsi que la subvention pour le projet Imakinib pour un montant de 350 K€.



Rapport des commissaires aux comptes

CALYPSO'S
8 Rempart Saint-Pierre
71000 CHALON-SUR-SAONE

DELOITTE & ASSOCIES
Immeuble Park Avenue
81 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

ONCODESIGN

Société Anonyme
20 rue Jean Mazon
21000 DIJON

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2014

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels résumés de la société ONCODESIGN, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur ces comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

ONCODESIGN

2/2

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels résumés avec les règles et principes comptables français.

2. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels résumés.

Chalon-sur-Saône et Villeurbanne, le 29 août 2014

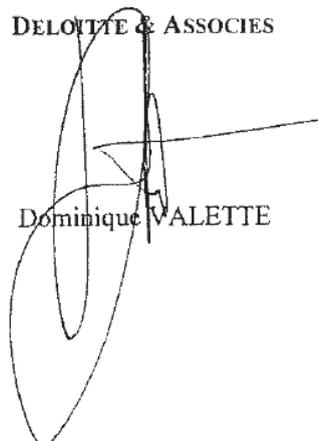
Les Commissaires aux Comptes

CALYPSO'S



Magali RAUX

DELOITTE & ASSOCIES



Dominique VALETTE